

Intervention de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT au Congrès de Berlin de la CES – mercredi 24 mai 2023

Chère(e)s camarades,

Je vous apporte le salut des travailleurs et travailleuses de France, en lutte depuis plus de 4 mois contre une réforme des retraites injuste et violente, dans une mobilisation unitaire d'un niveau inédit. L'intersyndicale organisera une nouvelle journée de grève et de manifestation le 6 juin prochain, à la veille de l'examen par l'Assemblée Nationale d'un projet de loi d'abrogation. Nous espérons que cette fois, le gouvernement n'empêchera pas les députés de voter et qu'ils pourront ainsi rejeter cette réforme !

Je profite aussi de cette prise de parole pour vous remercier de vos nombreux messages de soutien et pour votre participation à la manifestation du 1er mai à Paris, qui fut un grand moment de solidarité et d'internationalisme.

Toutes les avancées européennes de la dernière période sont issues de nos luttes coordonnées par la CES :

- Sans les campagnes revendicatives offensives dans nos différents pays pour exiger des salaires répondant aux besoins des travailleurs, pas de Directive salaire minimum !
- Sans les luttes des coursiers, sans contestations victorieuses du faux travail indépendant devant les tribunaux nationaux, pas de projet de Directive européenne sur les travailleurs de plateforme établissant une présomption de salariat !
- Sans la mobilisation de notre comité des femmes, pas de directive sur la transparence salariale !

Camarades,

Comme l'indique le projet de document d'orientation, il nous faut « renforcer notre capacité de mobilisation », si nous voulons engranger d'autres avancées !

Le temps est venu d'affirmer un programme syndical européen autonome, sans attendre les initiatives des institutions, afin d'exercer une influence plus forte sur l'agenda politique européen et obtenir la mise à l'ordre du jour de nos préoccupations.

Je voudrais ici insister sur trois enjeux :

1. La nécessité de stopper le mouvement de privatisation mené par la commission européenne. En France et en Allemagne, la commission a engagé une procédure contre les entreprises publiques ferroviaires. Si elle aboutissait, elle conduirait au démantèlement du fret ferroviaire. ETF mène une action résolue sur le sujet et le relais de la CES sera déterminant pour en faire un enjeu d'intérêt général et pour dénoncer l'impact environnemental et social de cette politique de libéralisation !
2. Si la crise Covid a permis de rompre avec le dogme de l'austérité, nous voyons désormais revenir les coupes dans les dépenses publiques alors que le défi

environnemental exige des investissements colossaux. Il nous faut obtenir l'exclusion des dépenses environnementales et sociales du pacte de stabilité.

3. Les cadres sont de plus en plus nombreux, et ils sont utilisés comme cheval de Troie pour déréguler les garanties collectives par exemple sur le temps de travail et le télétravail. Avec Eurocadres, nous avons la chance de disposer d'une organisation efficace pour intervenir sur ces enjeux et le soutien politique et matériel de la CES à Eurocadres est déterminant !

Pour mettre en œuvre cet agenda renouvelé, la CES - notre CES - doit soutenir, organiser et coordonner la mobilisation syndicale et les initiatives à la demande et en étroite collaboration avec les affiliés nationaux. Cela inclut des manifestations nationales, régionales mais aussi des euro manifestations qui sont indispensables pour donner plus de visibilité aux revendications et aux combats syndicaux.

Cela suppose aussi que la CES soit présente lors de ces initiatives. Sur ce point, je voudrais notamment remercier Esther de sa participation à la manifestation du 1er mai à Paris.

Vive la solidarité !

Vive la CES !